

BREF

L'IMPACT DU COVID-19 SUR LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE DE LA CEDEAO

JUILLET, 2020



L'IMPACT DU COVID-19 SUR LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE DE LA CEDEAO



La pandémie de COVID-19 a perturbé le système mondial et a eu un impact sur notre mode de vie comme jamais auparavant. Partout dans le monde, des aéroports, des frontières et des entreprises ont été fermés et les gens ont été obligés de rester chez eux, alors que les pays prenaient des mesures pour lutter contre la pandémie et préserver des vies - certains en sont encore à différents stades de confinement.

La région de la CEDEAO n'a pas été épargnée, les 15 pays de la CEDEAO enregistrant tous des cas de COVID-19 et, malheureusement, des mortalités. Au 20 juillet 2020, la région comptait un total de 107. 716 cas confirmés et 1. 710 décès. Outre les impacts sur la santé des citoyens et le secteur des soins de santé, le COVID-19 a également aggravé d'autres défis de développement, ce qui a conduit les États membres de la CEDEAO à rechercher des solutions à long terme qui atténueront les effets de la pandémie sur leurs économies.

Alors que les pays de la CEDEAO s'efforcent de ralentir la propagation du virus, ils doivent également faire face au fait que sans une énergie suffisante, il est beaucoup plus difficile de maintenir les mesures nécessaires pour lutter contre un virus comme celui-ci. Être confiné sans électricité, sans eau et sans combustible à des fins de cuisson et d'autres usages est une réalité vécue par des millions de personnes dans la région. Ceux qui vivent dans des communautés rurales hors réseau, ceux qui sont desservis par des réseaux faibles et peu fiables, et ceux qui n'ont pas accès à des systèmes de cuisson propre sont les plus touchés par la pandémie.

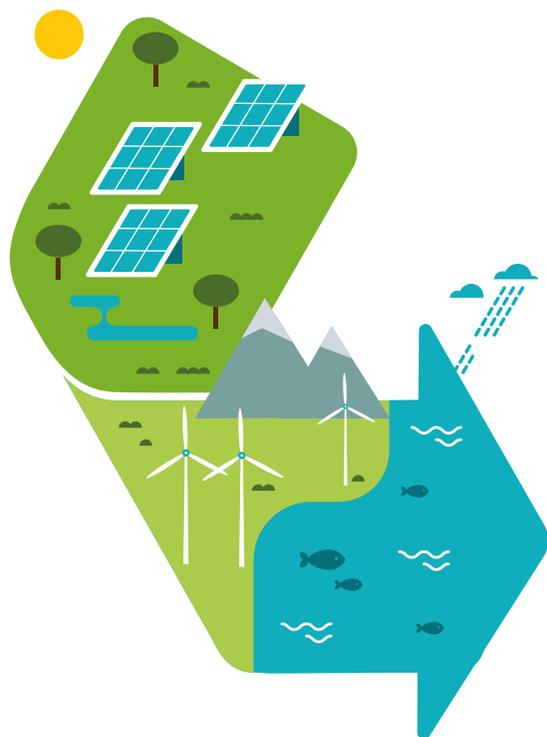
Bien avant le COVID-19, la pauvreté énergétique était répandue dans la région, avec 47% de sa population n'ayant pas accès à l'électricité et près de 80% dépendant de la biomasse traditionnelle à des fins de cuisson. Parmi les autres défis énergétiques antérieurs au COVID, figurent le déficit constant de production et de transmission d'électricité, les prix élevés de l'électricité, la forte dépendance à l'égard des ressources en hydrocarbures et le manque d'investissements adéquats dans les énergies propres.

La pandémie a révélé des vulnérabilités sous-jacentes encore plus importantes dans le secteur énergétique de la région. Nous avons constaté des retards dans la mise en œuvre des stratégies énergétiques, notamment le report de la capacité de production prévue et, bien sûr, pour certains pays, une réduction des recettes publiques en raison de la baisse mondiale des prix du pétrole. En outre, la demande énergétique a considérablement diminué dans les secteurs industriel et économique, mais a augmenté dans le secteur domestique, créant une nouvelle vague de citoyens vulnérables à l'énergie et, dans le même temps, réaffirmant la fragilité des services publics dans la région. Alors que les pays de la région tentent de faire face à l'augmentation du nombre de personnes infectées, il est nécessaire d'électrifier en permanence les centres de santé traditionnels et les établissements sanitaires de fortune

Le COVID-19 complique également les efforts visant à atteindre les objectifs des Politiques Régionales de la CEDEAO en matière d'Énergie Durable qui ont été adoptées par les chefs d'État de la CEDEAO en juillet 2013. La Politique de la CEDEAO sur les Énergies Renouvelables (EREP) et la Politique Régionale sur l'Efficacité Énergétique (REEP) visent à atteindre une part d'énergies renouvelables (à l'exclusion des grandes centrales hydroélectriques) qui représente 10% et 19% du mix énergétique de la région respectivement en 2020 et 2030. Ces politiques visent également à éliminer progressivement les lampes à incandescence inefficace; réduire les pertes dans la distribution d'électricité à partir de la gamme actuelle de 15 à 40%, à moins de 10% d'ici 2020; et parvenir à l'accès universel à une cuisson sûre, propre, abordable, efficace et durable d'ici 2030. Un autre objectif est de mettre en œuvre des mesures permettant de libérer 2 000 MW de capacité de production d'électricité d'ici 2020.

Suite à l'adoption des politiques régionales, tous les États membres de la CEDEAO ont élaboré leurs Plans d'Action Nationaux en matière d'Énergies Renouvelables (PANER), leurs Plans d'Action Nationaux en matière d'Efficacité Énergétique (PNAEE) et leurs Agendas d'Action en matière d'Énergie Durable pour Tous (SEforALL) afin d'atteindre les objectifs des politiques.

Avant le COVID-19, la région était loin d'atteindre ces objectifs. Par exemple, l'évaluation des progrès régionaux en 2019 a montré que les énergies renouvelables connectées au réseau (petites centrales hydroélectriques, énergie solaire photovoltaïque, énergie éolienne et biomasse) ne contribuaient qu'à hauteur de 2 % à la capacité totale installée en 2018. Cela a révélé que des efforts supplémentaires étaient nécessaires à court terme pour atteindre l'objectif de 10 % d'ici 2020 et de 19 % d'ici 2030. Cependant, en raison de l'impact de la pandémie sur les efforts et les objectifs de 2020, la région planifie maintenant les 10 prochaines années pour s'assurer que les objectifs de 2030 soient atteints.



COVID-19 ET LES DÉFIS ÉNERGÉTIQUES DANS LES PAYS DE LA CEDEAO

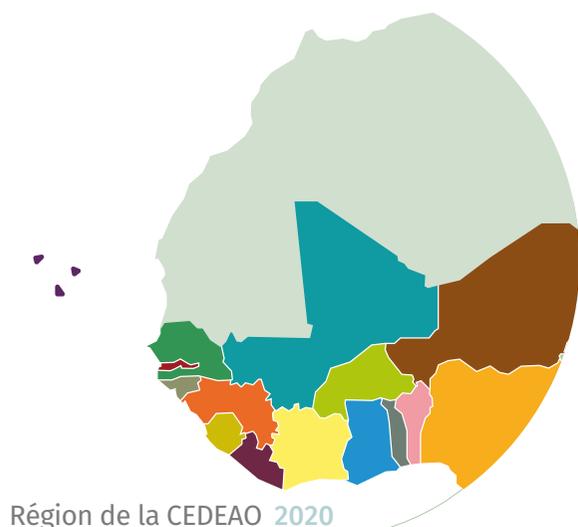


Le 30 juin 2020, le CERECC a convoqué ses Institutions Focales Nationales (IFNs) pour une réunion consultative annuelle des IFNs. Étant donné que les IFNs (principalement les Directeurs de l'Énergie des Ministères de l'Énergie) sont aux premières lignes de la lutte contre la pauvreté énergétique, leurs points de vue et leurs contributions sont essentiels à la réponse énergétique régionale au COVID-19. Lors de la réunion, les IFNs ont débattu des implications de la pandémie sur le secteur énergétique ouest-africain, en abordant plus particulièrement les expériences de leurs pays et de leurs actions à venir.

Le plein impact de la pandémie de COVID-19 sur le secteur énergétique de la CEDEAO ne peut pas encore être établi; il ne deviendra apparent qu'avec le temps. Toutefois, certaines caractéristiques clés sont apparues, telles qu'elles ont été observées dans les pays.¹

Baisse de la Demande

Tous les pays de la CEDEAO ont connu une réduction globale de la demande d'électricité en raison des politiques de verrouillage économique du COVID-19. La baisse de la demande est particulièrement élevée dans les petits pays comme le Cap-Vert et la Gambie, dont l'économie est axée sur le tourisme. Comme de nombreux hôtels et centres de villégiature ont temporairement cessé leurs activités, la consommation d'électricité a considérablement diminué. Le Cap-Vert, en particulier, fait état d'une baisse de 70% à 80% de la demande d'électricité sur deux îles touristiques. De plus, la demande d'électricité des clients industriels et commerciaux a diminué tandis que la demande résidentielle a augmenté. Dans les pays où l'électricité est subventionnée, la charge économique de l'augmentation de la demande résidentielle incombe au gouvernement; là où l'électricité reflète les coûts, la charge économique des familles est devenue un enjeu socio-économique.



Région de la CEDEAO 2020

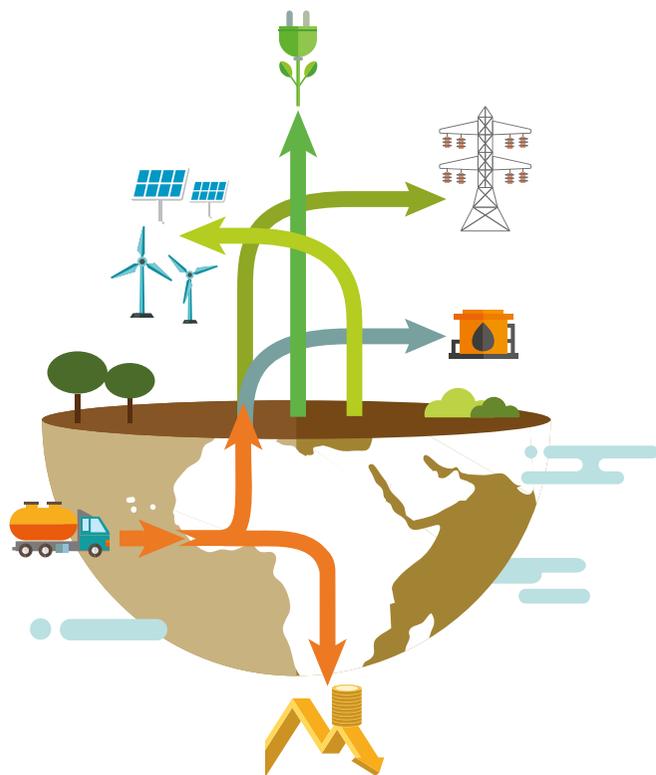


¹ Les résultats sont le fruit de discussions menées avec des représentants des Institutions Focales Nationales du CERECC, dont beaucoup sont des Directeurs de l'Énergie.

Perturbation de l'Approvisionnement

Dans le monde entier, les verrouillages ont eu des repercussions sur les chaînes d'approvisionnement des principaux produits de base, notamment les technologies énergétiques et les carburants. Dans la région de la CEDEAO, un certain nombre de pays signalent une indisponibilité de pieces de rechange pour les centrales de production d'énergie. En Gambie, cette indisponibilité a interrompu les programmes de maintenance et a provoqué des pannes d'électricité inhabituelles dans la capitale. En République du Bénin, la dépendance du pays s'est accrue à l'égard de son pays voisin, le Nigéria, pour un volume significatif d'approvisionnement en électricité. En raison de politiques de circulation strictes, les zones rurales et semi-urbaines des pays subissent également des perturbations dans l'accès aux équipements de cuisson propre et aux combustibles, tels que le charbon de bois.

Tous les pays de la CEDEAO sont des pays importateurs de combustibles; ils dépendent des combustibles fossiles pour produire de l'électricité. Même avec la baisse des prix du pétrole, les pays ont dû faire face à d'importantes perturbations dans l'approvisionnement en combustible, en raison de problèmes logistiques d'approvisionnement. Par crainte d'une rupture de l'approvisionnement en combustible, de nombreux pays ont reconsidéré l'importance des énergies renouvelables dans leur mix énergétique global.



Risques de Flux de Trésorerie des Services Publics

Avant le COVID-19, de nombreux services publics de la région subissaient déjà des pertes techniques et commerciales élevées et avaient donc du mal à maintenir leur viabilité financière. Avec la réduction de la demande d'électricité des clients commerciaux et industriels, les services publics font maintenant face à une nouvelle diminution des revenus. Cette perte de revenus affecte l'application effective des tarifs, en particulier dans les pays où existent des subventions croisées. Outre la faible consommation, de nombreux pays ont mis en place des politiques de protection sociale qui obligent les services publics à réduire leurs tarifs ou à exonérer ou suspendre la facturation pour certaines catégories de clients. Ces politiques ont également affecté la viabilité financière des services publics. Les risques liés aux flux de trésorerie des services publics auront un impact sur leur capacité à long terme à attirer des investissements dans le secteur et à fournir des services efficaces.



(La **figure 2** montre les mesures et les réponses mises en œuvre par les pays dans le secteur énergétique, y compris la réduction des tarifs et les exemptions).

Perturbation et Révision des Projets et des Stratégies Nationales

À la suite de la pandémie, les projets énergétiques en cours d'exécution ont été suspendus dans toute la région. Les restrictions de déplacement, la réduction des activités commerciales et l'incertitude générale ont ralenti la mise en œuvre des projets en cours dans le domaine de l'énergie et de l'efficacité énergétique. En général, la passation des marchés, la réalisation et la mise en service de projets connectés au réseau et hors réseau, tant par le secteur public que par le secteur privé ont été suspendues. Plus précisément, au Ghana, la pandémie a ralenti les efforts du gouvernement pour combler l'écart d'accès à l'énergie de 15%, une réalisation qui a été prévue pour 2020. Le Ministère de l'Énergie avait prévu d'utiliser les énergies renouvelables pour atteindre les communautés du dernier kilomètre, mais les progrès sont au point mort dans le réveil du COVID-19. La Gambie a également connu des retards importants dans les appels d'offres et la passation des marchés pour les projets prévus. En outre, les travailleurs expatriés ont été rapatriés dans leur pays, ce qui a entraîné une réduction des compétences essentielles dans le secteur. Au Nigeria, dans le but d'éviter les pannes d'électricité, des employés des services publics ont été licenciés dans certains endroits, ce qui a suscité des rumeurs de violation des droits du travail.² Toutefois, les pays cherchent maintenant des moyens novateurs de faire preuve de souplesse et de créativité dans la réalisation de leurs objectifs dans le secteur énergétique. Par exemple, au Togo, les activités d'appel d'offres ont été réalisées par vidéoconférence avec les parties prenantes.

Outre la mise en œuvre du projet, le COVID-19 a également eu un impact sur les stratégies gouvernementales prévues. En ce qui concerne les actions prévues pour accroître la pénétration des énergies renouvelables, certains pays ont adopté une approche attentiste, en raison de la baisse significative de la demande qui affecte la viabilité et la durabilité des technologies liées aux énergies renouvelables. Le Ghana est en train de réviser la Loi sur les Énergies Renouvelables adoptée en 2011 pour rendre viable le secteur hors réseau, tandis que le Nigéria prévoit de mettre en place des systèmes solaires photovoltaïques résidentiels à grande échelle, en raison de l'impact de la pandémie. Un autre impact sur la stratégie gouvernementale au Nigeria et au Sénégal est la suspension de l'augmentation prévue des tarifs de l'électricité.

² Young, V & Adelaja, B. (2020). *Les épouses protestent contre la "détention" de leurs maris pendant trois mois à la centrale électrique d'Egbin*. Vanguard Nigeria.
<https://www.vanguardngr.com/2020/06/wives-protest-3-month-covid-19-detention-of-husbands-at-egbin-power-plant/>

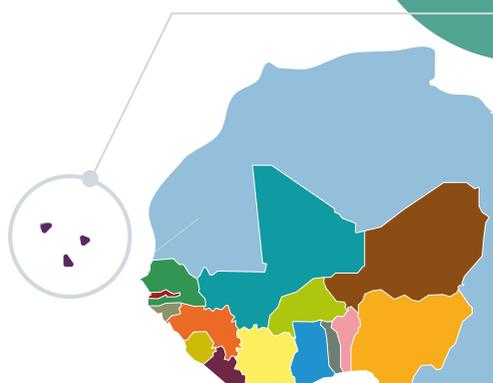
PLEINS FEUX CABO VERDE

Au Cap-Vert, l'énergie joue un rôle clé dans le contexte du COVID-19. Elle permet la productivité des travailleurs et des étudiants malgré le verrouillage. Elle est également essentielle pour la désalinisation de l'eau pour l'approvisionnement domestique et les usages sanitaires, une nécessité pour freiner la propagation du COVID-19.

Malgré la baisse des prix du pétrole, le pays a connu une interruption de l'approvisionnement en carburant au début de la pandémie, ce qui a conduit le gouvernement à maximiser l'utilisation des énergies renouvelables (EnR) et à augmenter le stock minimum de carburant dans le pays, pour une durée pouvant aller jusqu'à 19 jours, afin d'éviter toute perturbation.

Cependant, la pandémie représente à la fois un défi et une opportunité. Le principal défi consiste à déterminer le niveau de pénétration des énergies renouvelables qui est faisable dans le pays, tandis que la principale opportunité est la nécessité d'initiatives de stockage pour accroître la résilience de l'approvisionnement en énergie et la sécurité énergétique. Déjà, grâce à la priorité accordée aux EnR, le niveau de pénétration des EnR a augmenté de près de 40% sur certaines îles, d'où la nécessité de disposer d'installations de stockage pour gérer la production excédentaire.

Après le COVID, le pays accélérera la réduction du déficit d'accès à l'énergie, grâce à l'électrification en réseau et, pour les endroits isolés, grâce à l'électrification hors réseau. Il adaptera également le taux d'exécution de ses objectifs en matière d'énergie durable, en fonction de la reprise de la demande énergétique, étant donné que la forte dépendance du pays à l'égard du tourisme a eu pour conséquence que la demande énergétique a été fortement affectée dans les îles les plus touristiques depuis mars. Les projections sur son évolution et son impact sur les projets actuels et futurs dépendront des résolutions prises dans les domaines de la santé et des restrictions de voyage.



DÉFIS SPÉCIFIQUES À CHAQUE PAYS ET ACTIONS PRÉVUES



Accès limité à l'énergie dans les zones rurales.



BÉNIN

Élaborer et mettre en œuvre des plans nationaux pour des infrastructures d'EnR décentralisées pour la cuisson propre / bioénergie.



Perturbation de l'approvisionnement en carburant et baisse significative de la demande.



CAP-VERT

Tester les limites de la pénétration des EnR et développer des installations de stockage pilotes.



Perturbation de l'approvisionnement en carburant et baisse significative de la demande.



GAMBIE

Prioriser les EnR dans les plans de développement sectoriels.



Ralentissement des progrès pour atteindre 15 % de communautés non desservies.



GHANA

Révision de la loi sur les EnR pour rendre les investissements du secteur hors réseau attractifs.



Retards dans la mise en œuvre des projets d'énergies renouvelables et des projets d'énergie solaire.



MALI

Révision de la Politique Énergétique afin de donner la priorité aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique pour la sécurité énergétique.



NIGÉRIA



Baisse des revenus due à la chute du prix du pétrole.



Développement d'un programme de relance du secteur de l'électricité.

SIERRA LEONE



Ralentissement des investissements et expiration des subventions en raison d'un ralentissement de la mise en œuvre des projets.



Engagement de la communauté et promotion du système de location à usage productif.

SÉNÉGAL



Retards dans la mise en œuvre des projets d'énergies renouvelables et des projets d'énergie solaire.



Développer des activités pour stimuler le sous-secteur de la bioénergie.

TOGO



Ralentissement du développement de nouvelles capacités de production en réseau et hors réseau.



Accélérer la mise en œuvre de grands projets d'énergies renouvelables.

PLEINS FEUX NIGÉRIA

Le Nigéria est confronté à des défis économiques et sociaux liés au COVID-19. D'un point de vue économique, le Nigéria a connu une chute des prix du pétrole, des problèmes extrabudgétaires liés à la réponse du secteur de la santé au COVID-19, et une augmentation des devises étrangères, qui ont tous eu un impact négatif sur le secteur de l'énergie. En raison de ces défis, le pays fait état de pertes d'emplois dans le secteur.

Le principal défi pour le Nigéria est de faire en sorte que les services publics puissent survivre en générant davantage de revenus à payer tout au long de la chaîne de valeur de la production, de la transmission et de la distribution. Ce problème existait déjà avant le COVID, et il a été aggravé par la pandémie.

Pour atténuer ces défis, le Nigéria travaille intensivement avec les principaux partenaires financiers et de développement, tels que la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Mondiale, afin de mettre en place un programme de soutien et de redressement du secteur énergétique. Ce programme mettra en place des interventions visant à remettre sur pied le secteur de l'électricité par le biais de mesures politiques et réglementaires, notamment le fournisseur de compteurs, le client éligible et le franchisage.

Le Nigéria a également mis en place un financement de 1,5 milliard d'USD, avec le soutien de la Banque Mondiale, pour pallier le manque de recettes, afin que les entreprises génératrices puissent recevoir 100 % de leurs factures et soutenir les entreprises de distribution dans la collecte des recettes par le biais de compteurs. Sur le plan opérationnel, le Nigéria engage les entreprises de transport et de distribution pour déterminer comment traiter le surplus de production d'électricité qui ne peut être livré aux clients.

Après le COVID, le Nigeria vise à augmenter les droits de douane pour rendre le secteur plus viable financièrement, au lieu de rester une industrie fortement subventionnée.



MESURES/RÉPONSES DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

BENIN

Protection Sociale



- Aucune suspension de l'approvisionnement en électricité, en cas de non-paiement
- Subvention sur les tarifs d'électricité pour tous les clients, y compris les hôtels, les restaurants et les agences de voyage

BURKINA FASO

Protection Sociale



- La réduction de 50% des factures d'électricité pour les couches sociales grâce à des connexions monophasées de 5 et 10 ampères
- Annulation des pénalités sur les factures SONABEL et ONEA
- Une réduction de 50 % du coût des kits solaires pour le projet " Systèmes Solaires Domestiques " destiné aux ménages vulnérables

> [plus d'informations](#)

Stimulation Fiscale



- Mise en place d'un fonds de relance économique pour les entreprises d'un montant de 100 milliards de FCFA

> [plus d'informations](#)

CAP-VERT

Protection Sociale



- Aucune suspension de l'approvisionnement en électricité, en raison du non-paiement
- Suspension de l'augmentation des Tarifs d'Électricité en mars

> [plus d'informations](#)

CÔTE D'IVOIRE

Protection Sociale



- Report des factures d'électricité pour tous les ménages d'avril à août 2020
- Aucune suspension de la fourniture d'électricité pour cause de non-paiement, du mois d'avril jusqu'à la nouvelle date limite de paiement
- Paiement par l'État des factures d'électricité des ménages souscrits au tarif social de l'électricité à payer en avril et mai 2020 (Cela concerne 40% des abonnés à l'électricité, soit environ 6 millions de personnes)

> [plus d'informations](#)

GHANA

Protection Sociale



- 50% de remise pour tous les clients pendant 3 mois

> [plus d'informations](#)

Stimulation Fiscale



- Réduction du taux d'intérêt directeur à son niveau le plus bas depuis 8 ans, de 16 % à 14,5 %; favorable aux entreprises du secteur des EnR

> [plus d'informations](#)

GUINÉE

Protection Sociale



- Paiement par l'État de trois mois d'électricité et d'eau pour tous
- 3 mois de suspension des factures d'eau et d'électricité pour tous les abonnés non commerciaux

> [plus d'informations](#)



MESURES/RÉPONSES DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

MALI

Protection Sociale



- Prise en charge des factures d'électricité et d'eau des catégories appartenant aux groupes dits sociaux, principalement les pauvres vulnérables
- Exonération de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sur les factures d'électricité et d'eau, de tous les consommateurs d'avril à juin 2020

Stimulation Fiscale



- Mise en place du Fonds de Garantie du Secteur Privé de 20 milliards de francs CFA pour garantir les besoins de financement des PME / PMI, des Systèmes Financiers Décentralisés, des industries et des grandes entreprises
- Les crédits de toutes les entreprises touchées par le Covid-19 seront restructurés et des directives seront données aux banques, afin que les entreprises maliennes puissent bénéficier des concessions accordées par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)
- La totalité de la dette intérieure due au 31 décembre 2019 sera acquittée, pour autant que le paiement des mandats pour l'année fiscale 2020 soit à hauteur de 100 milliards de francs CFA

> [plus d'informations](#)

NIGER

Protection Sociale



- L'État fournira l'électricité et l'eau pour les mois d'avril et de mai

> [plus d'informations](#)

NIGÉRIA

Protection Sociale



- Suspension des nouveaux tarifs d'électricité
- 2 mois d'électricité gratuite pour les personnes pauvres et vulnérables

1> 2> 3> [plus d'informations](#)

Stimulation Fiscale



- Création d'une facilité de crédit ciblée de 50 milliards de nairas pour les ménages et les petites et moyennes entreprises touchés

> [plus d'informations](#)

Révision des Stratégies Nationales



- Projets d'installation à Grande Échelle de Systèmes Solaires Résidentiels

> [plus d'informations](#)

SÉNÉGAL

Protection Sociale



- L'État prendra en charge les coûts d'électricité des 975 522 ménages de la tranche sociale pour une valeur de 15,5 milliards. Plus précisément, la mesure concerne 506 203 clients en postpaiement et 469 319 clients en prépaiement (Woyofal) et couvre les deux mois de mars-avril
- Il en va de même pour les factures d'eau de 662 000 ménages de la catégorie sociale, également pour une période de deux mois, pour une valeur de 3 milliards

> [plus d'informations](#)

TOGO

Protection Sociale



- Electricité gratuite pour environ 350 000 ménages

> [plus d'informations](#)



CONCLUSION CONCERNANT LE RÔLE DU CEREEC

La pandémie de COVID-19 a révélé la nécessité de ressources énergétiques plus fiables et disponibles et la nécessité de faire un bond en avant avec les combustibles fossiles et d'accélérer le développement dans les pays de la CEDEAO. Malgré les défis auxquels se heurte actuellement, elle offre également une occasion unique aux pays d'accélérer les actions et de renforcer la résilience de leurs systèmes énergétiques afin d'éviter de futurs chocs. Les possibilités d'utilisation des ressources d'énergies renouvelables disponibles localement peuvent atténuer les défis énergétiques immédiats, créer des emplois et faire progresser le développement industriel tout en favorisant le bien-être des populations.

En outre, les défis auxquels sont confrontés les pays de la CEDEAO montrent que le développement des infrastructures énergétiques ne doit plus être ponctuel; ils doivent être bien planifiés et tournés vers l'avenir. L'accent mis sur les systèmes énergétiques résilients exige un engagement et un soutien politiques constants en faveur de la distribution de l'énergie aux pauvres vulnérables et de l'électrification des secteurs critiques. Par exemple, les établissements de santé devraient être prioritaires dans les plans directeurs d'électrification. Ils doivent disposer d'un approvisionnement énergétique constant, non seulement pour les équipements mais aussi pour le stockage des vaccins. Pour parvenir aux solutions nécessaires dans le secteur énergétique, il faut également favoriser l'innovation et les investissements privés.

Pour réduire les vulnérabilités, la plupart des gouvernements de la CEDEAO ont mis en place diverses mesures dans le secteur énergétique, principalement des mesures de protection sociale pour protéger les pauvres sur le plan énergétique pendant la pandémie, avec des plans de relance économique pour freiner les récessions dues à la pandémie. Ces plans comprennent des allègements fiscaux, des réductions d'impôts et une augmentation des dépenses publiques qui peuvent également bénéficier au secteur énergétique. Les efforts de relance pourraient soutenir le nombre croissant de petites et moyennes entreprises d'énergie renouvelable opérant dans la région. Depuis 2018, environ 500 entreprises énergétiques sont enregistrées dans la région de la CEDEAO. Il est essentiel d'orienter les plans de relance vers une reprise plus écologique. Les mesures de relance vertes peuvent favoriser la reprise socio-économique par le biais du développement des énergies propres, car sans ces plans de relance, bon nombre de ces entreprises pourraient ne plus être en mesure d'opérer après la crise. (Voir le lien dans **figure 2** pour des exemples de plans de relance par pays).

Avec la reprise des activités économiques, les pays peuvent avoir besoin de donner la priorité à la diversification de leur mix énergétique pour inclure les ressources énergétiques nationales. Cependant, l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables s'accompagne de défis sur les systèmes électriques, tels que l'intermittence et la variabilité. Le stockage de l'énergie deviendra donc important dans la gestion des systèmes électriques et les stratégies nationales de développement.

Le Centre pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique de la CEDEAO (CEREEC) reconnaît donc que de nouvelles actions seront nécessaires pour accélérer la capacité du secteur énergétique de la région à se redresser et à devenir plus résilient. La reprise économique post-COVID nécessitera la disponibilité d'un approvisionnement en électricité adéquat et stable par conséquent, les énergies renouvelables joueront un rôle clé dans l'autonomisation d'une reprise durable à long terme.

Le CEREEC recommande donc que, pour lutter contre l'impact du COVID-19 sur le secteur, les pays devraient accélérer leurs efforts pour mettre en œuvre leurs plans d'action nationaux en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, y compris les agendas SEforALL auxquels ils se sont engagés. Les pays devraient également tirer parti des divers mécanismes et instruments de redressement des partenaires de développement bilatéraux et des banques internationales pour mettre en œuvre des projets. D'autres actions sont nécessaires pour créer un environnement favorable afin d'inciter les acteurs du secteur privé à soutenir les services publics, les PME et les autres industries touchées par la pandémie COVID-19.

Les systèmes énergétiques de la CEDEAO doivent être renforcés pour éviter de futurs chocs, mais malheureusement, les pays de la région peuvent être confrontés à des profils de risque plus élevés en raison de la faiblesse des infrastructures sanitaires, ce qui entraîne un faible investissement et moins de capitaux disponibles pour les projets d'énergie propre.

Le CEREEC a été créé pour contribuer au développement durable de la région en améliorant l'accès à des services énergétiques modernes, fiables et abordables. Le besoin du CEREEC en Afrique de l'Ouest est aujourd'hui plus pressant que jamais, compte tenu de la pandémie de COVID-19 et de l'énorme déficit énergétique dans la région de la CEDEAO. Le CEREEC continuera donc à travailler avec les pays de la CEDEAO, afin de structurer des projets bancables qui assureront le passage à un avenir énergétique durable.

Le CEREEC continue de se consacrer à l'amélioration de l'accès à des services énergétiques modernes, fiables et abordables. Cela était vrai avant le COVID-19 et le sera encore plus au lendemain de la pandémie. Grâce à un effort coordonné, il faut parvenir à fournir des solutions énergétiques indispensables aux personnes vulnérables de la région.





Document Produit par

Le Centre de la CEDEAO pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (CREEC)

VISION

Accès Universel à l'Énergie Fiable et Abordable d'ici 2030

MISSION

Contribuer au Développement Économique, Social et Environnemental Durable de l'Afrique de l'Ouest

Achada Santo Antonio
Édifice Electra, 2ème étage
C.P. 288, Praia, Cap-Vert

Tel: +238 2604630, +238 2624608

Fax: +238 2624614

E-mail: info@ecreee.org

Skype: info-ecreee

Web: www.ecreee.org

